



Institut de Relations Internationales et Stratégiques

**ARCHITECTURE DE SECURITE REGIONALE, PAIX ET STABILITE :
UNE VISION CHINOISE ¹**

COMPTE RENDU DE SEMINAIRE

Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

Auteur : Valérie Niquet

Novembre 2003

Le contenu de cette synthèse n'engage que son auteur

¹ Les thèses exposées dans cette note ont été élaborées à partir des interventions des participants chinois au colloque de Shanghai. Elles expriment la vision que la Chine développe de son environnement de sécurité et les conséquences que l'on peut en tirer quant à la réalité de ses objectifs stratégiques. La qualité des intervenants, membres d'instituts influents ou officiers en activité, impose de prendre cette vision en compte comme représentative des positions de la direction chinoise.

“ARCHITECTURE DE SECURITE REGIONALE, PAIX ET STABILITE : UNE VISION CHINOISE”²

Du 22 au 25 septembre 2003, le Shanghai Institute for International Studies (SIIS) et la Friedrich Ebert Stiftung (FES) ont conjointement organisé à Shanghai un « atelier fermé » officiellement consacré au rôle des organisations de sécurité régionale dans le maintien de la paix et de la stabilité. Pour la FES, l'intérêt de ce colloque devait être de mettre en avant les bénéfices du multilatéralisme dans la gestion des conflits régionaux et de souligner les progrès des principes d'une « sécurité coopérative » fondée sur la recherche d'intérêts communs opposés aux intérêts de sécurité strictement nationaux. L'objectif du colloque était également de procéder à une analyse comparative des deux exemples européen et asiatique, et du rôle joué dans chaque cas par les organisations multilatérales comme l'OSCE et l'OTAN dans un cas et l'ASEAN ou le SCO (*Shanghai Cooperation Organisation*) dans l'autre.³

Toutefois, il est clair que pour les organisateurs chinois, l'objectif essentiel de ce colloque était d'établir, pour la première fois en Chine, un contact officiel avec l'Otan.⁴ En réponse à une demande officielle mais discrète des autorités chinoises, l'organisation de l'OTAN à Bruxelles a donc accepté d'envoyer à Shanghai trois participants venant du Département des affaires politiques (*Political affairs division*) et du Bureau d'information et de la presse (*Office of Information and the press*).

Il s'agissait donc d'un exercice hautement politique, soutenu par une part au moins de la direction chinoise, même s'il semble que des débats en haut lieu se soient développés sur l'opportunité d'officialiser ce dialogue avec l'OTAN.⁵ Le caractère officiel de cette

² Les thèses exposées dans cette note ont été élaborées à partir des interventions des participants chinois au colloque de Shanghai. Elles expriment la vision que la Chine développe de son environnement de sécurité et les conséquences que l'on peut en tirer quant à la réalité de ses objectifs stratégiques. La qualité des intervenants, membres d'instituts influents ou officiers en activité, impose de prendre cette vision en compte comme représentative des positions de la direction chinoise.

³ La participation européenne se limitait pour l'essentiel à une forte participation allemande dont celle de Monsieur Reinhardt Hesse, l'un des *speechwriter* conseiller du chancelier Schröder. Cf. liste des participants en annexe.

⁴ Selon Knut Dethlefsen, directeur du bureau de Shanghai de la FES, la partie chinoise souhaitait intituler le colloque « China and Nato » et obtenir un financement Otan auquel la FES – organisation coorganisatrice qui travaille régulièrement avec le SIIS et est politiquement liée au SPD de chancelier Schröder – s'est opposée.

⁵ Entretien avec Monsieur Zhang Zuqian, directeur du Département des études européennes du SIIS et l'un des maîtres d'oeuvre du projet. Invité en France au mois de juin 2003 à l'initiative du Consulat de France à

initiative qualifiée « d'historique » par les organisateurs chinois était renforcé par la **participation au colloque en tant qu'intervenants de plusieurs officiers en activité de l'APL.**⁶

Du côté de l'OTAN, il s'agissait de poursuivre – dans un objectif d'information essentiellement – un « dialogue émergent » avec la Chine.⁷ Cette participation répondait à une demande explicite formulée par la partie chinoise lors de la visite, le 30 juillet 2003, du quartier général de l'OTAN par une délégation chinoise de six personnes, dirigée par l'Ambassadeur de Chine en Belgique, Monsieur Guan Chengyuan.

Si la position de l'OTAN semble devoir rester essentiellement attentiste, l'intérêt de la partie chinoise s'explique par un ensemble complexe de raisons qui vont au-delà des simples préoccupations de sécurité. Cet intérêt reflète par ailleurs une évolution significative des positions chinoises non seulement vis-à-vis de l'OTAN, mais également vis-à-vis d'autres organisations multilatérales, comme le G8, auparavant considérées avec une très grande méfiance à Pékin.

L'objet de cette note sera donc **d'analyser les raisons de cette évolution quant au positionnement stratégique de la Chine dans le contexte de la perception chinoise de son environnement de sécurité.** L'intérêt sera de voir si cette évolution est le signe d'une rupture radicale en ce qui concerne la vision que la Chine développe de sa sécurité ou si, au contraire, il s'agit avant tout d'une évolution tactique qui dénote au mieux une habileté plus grande de la nouvelle direction chinoise à jouer le jeu de l'intégration.

Le discours chinois sur les « nouveaux » concepts de sécurité

L'un des **constantes du discours stratégique chinois à usage externe semble aujourd'hui la mise en avant de « nouveaux concepts de sécurité »** (*xin de anquan guan*). Pour Pékin, il s'agit en effet – ce qui en réalité est une composante ancienne du discours idéologique des puissances socialistes « qui défendent la paix » face aux puissances impérialistes agressives par essence⁸ - d'opposer un « nouveau modèle » de sécurité fondé sur le multilatéralisme, la coopération, le dialogue et la « confiance mutuelle » à un « vieux modèle » hérité de la guerre froide et privilégiant les « blocs

Shanghai, Monsieur Zhang semble en avoir profité pour établir des contacts étroits avec des représentants de l'OTAN à Bruxelles.

⁶ Appartenant à la hiérarchie politique qui double la hiérarchie strictement militaire, dont le rôle n'est pas de s'exprimer publiquement, Madame Yu Xintian, Président du Shanghai Institute for International Studies.

⁷ Gilles van der Ghist, Bureau des affaires politiques, quartier général de l'OTAN, Bruxelles.

⁸ Voir Raymond Aron, *L'opium des Intellectuels*, Paris, 1954.

militaires, les alliances bilatérales, et la révision des constitutions » selon les termes utilisés par les intervenants chinois.⁹ Plus précisément, et sur le théâtre asiatique, c'est bien le « modèle américain » d'alliances bilatérales qui est opposé à un « modèle chinois » censé privilégier les accords multilatéraux, les Etats-Unis étant accusés d'être responsables de la permanence d'une « situation de guerre froide » en Asie.¹⁰

Si donc ce discours, dont la fonction principale est de lutter contre l'engagement américain en Asie n'est pas neuf, ce qui est nouveau en revanche, c'est **le souci de théoriser et de conceptualiser d'une manière en apparence « moderne » ce positionnement classique.** Les participants chinois tentent en effet ainsi d'accréditer l'idée d'une évolution radicale de la stratégie chinoise qui accompagnerait l'émergence d'une « nouvelle génération de dirigeants » plus jeune et plus ouverte, en réalité surtout mieux à même de maîtriser les règles du discours diplomatique international et de coller à l'image d'ouverture attendue par les partenaires de Pékin. Mais au-delà de cette nouveauté apparente, l'élément que l'on peut retenir est surtout **la permanence de contradictions insolubles qui s'expriment dans le discours lui-même.** Contradictions qui reflètent la dichotomie qui perdure entre d'un côté ce qui demeure essentiellement un outil de propagande et de l'autre la réalité des objectifs stratégiques du régime en place en République populaire de Chine qui n'ont pas fondamentalement évolué.

Dans un monde décrit comme « complexe et difficile », les participants chinois ont donc mis en avant la nécessité d'encourager les **processus d'intégration régionale, stratégie « multipolaire » de contournement de la superpuissance américaine considérée pour le moment comme plus « rentable » qu'une opposition frontale.** Ainsi, soucieux de prouver l'adhésion de la Chine aux courants de pensée et d'analyse dominants, ces participants ont repris les thèses de la radicalité des bouleversements induits par les attentats du 11 septembre et de la légitimité du combat antiterroriste, définissant la Chine comme « une grande puissance qui établit des relations de compétition et de coopération

⁹ Monsieur Wang Xiaoshu, vice-président du Shanghai Institute for International Studies. Les accusations contre « les révisions de constitution » visent évidemment le Japon, allié des Etats-Unis. Par ailleurs, on voit mal où se situe la différence fondamentale entre « les nouveaux concepts de sécurité », exposé par Zhang Zuqian, de confiance mutuelle, bénéfice mutuel, d'égalité et de coopération et les « cinq principes de la coexistence pacifique » qui fondaient la stratégie d'opposition aux grandes puissances de la République populaire de Chine à l'époque maoïste. Ce qui démontre que – sur le fond – la perception que la Chine a de sa place et de ses intérêts dans le monde n'a pas fondamentalement évolué.

¹⁰ Monsieur Wang Xiaoshu.

mais non de conflit avec les autres grandes puissances » c'est-à-dire, en réalité, les Etats-Unis.¹¹

Il s'agit aujourd'hui pour Pékin de mettre l'accent sur « la stabilité et le développement » au niveau régional et au niveau global, d'autant plus que la guerre en Irak a profondément inquiété les stratèges chinois qui y voient un risque renforcé d'intervention militaire américaine sur des sujets qui toucheraient directement aux intérêts de Pékin comme la question de Taiwan. Dans ce contexte, afin de gagner le temps et les moyens nécessaires à la préparation d'un conflit éventuel avec les Etats-Unis, **l'objectif de la Chine est à la fois de renforcer ses moyens d'action en imposant sa légitimité à participer à la gestion des affaires du monde, mais également d'être « acceptée » et non rejetée, isolée ou combattue par les grandes organisations régionales quelles que soient les différences de « valeurs ».** Les intervenants chinois se sont donc interrogés sur la réalité de la communauté de valeurs unissant les pays membres de l'OSCE. Accepter le principe de « valeurs communes » comme fondateur d'une organisation régionale reviendrait en effet pour Pékin à reconnaître sa spécificité systémique qui ne peut que l'isoler face aux autres puissances, que ce soit au niveau régional ou au niveau global. **Or toute la stratégie chinoise aujourd'hui vise à gommer cette spécificité qui se trouve en partie à la source des thèses sur la « menace chinoise ».** Les intervenants chinois ont donc insisté, plutôt que sur la communauté de valeurs, sur la nécessité d'une « communauté d'intérêts » réduite à une même volonté de paix et de stabilité. C'est ce que **les analystes chinois désignent sous le vocable de « perspective fondamentale », censée devoir l'emporter sur l'ensemble des sujets de conflits sur lesquels la RPC n'est pas disposé à céder.**¹² En mettant en avant les objectifs de « développement économique et de

¹¹ Madame Yu Xintian.

¹² Idem. L'exemple le plus classique de cette stratégie est celui de la question fondamentale de Taiwan dans le cadre des relations sino-américaines. Les dirigeants chinois attendant que Washington fasse preuve de « responsabilité » en ne sacrifiant pas la « perspective fondamentale » de la relation entre les deux grandes puissances chinoise et américaine pour la défense très secondaire des intérêts taiwanais présentés comme sans importance. La même posture est appliquée à l'ensemble des conflits auxquels la Chine est confrontée, avec l'Inde où en mer de Chine méridionale par exemple. C'est ce que Deng Xiaoping appelait « mettre les problèmes sur l'étagère » (*shelve the problems*), stratégie là encore de « gain de temps », caractéristique de la période réformiste, qui s'oppose à la stratégie de confrontation particulièrement coûteuse et inefficace qui caractérisait la période maoïste. Par ailleurs, l'opposition entre le chaos (*luan*) et l'harmonie (*he*), se rattache aux concepts fondamentaux de la philosophie chinoise, les débats entre confucianistes, légistes ou taoïstes pour simplifier ne portaient pas sur la pertinence de ces concepts eux-mêmes, mais sur les moyens d'atteindre ou de retrouver une harmonie par définition désirable. C'est dans la ligne de cette pensée que les dirigeants chinois actuels, prétendent – en privilégiant la stabilité sur la réforme politique – préserver « l'harmonie », signe du bon gouvernement. A l'époque impériale, le mauvais empereur incapable de préserver l'harmonie perdait « le mandat du Ciel », c'est-à-dire sa légitimité, et provoquait une révolution-perte du mandat (*geming*) parfaitement légitime.

coopération » ils offrent également une promesse de stabilité et de gains économiques aux puissances susceptibles de s'opposer aux intérêts de Pékin, sous-entendant à l'inverse qu'un refus de coopérer ne pourrait qu'aboutir à une déstabilisation régionale, au conflit et au chaos.¹³

Toutefois, **les contradictions irréductibles du positionnement chinois s'expriment dans la définition même de ce « nouveau concept de sécurité » susceptible de rechercher à la fois « l'intégration régionale » et une « sécurité nationale » prise dans son sens très « classique » de défense et de reconquête du territoire et de non ingérence dans les affaires intérieures.** Pour Liu Xige, les priorités stratégiques pour la Chine demeurent en effet l'unité du territoire, la sécurité de la Chine et l'intégrité de la nation dans un contexte où les relations entre grandes puissances – parmi lesquelles la Chine veut se positionner – sont déterminées non par la défense de valeurs communes mais par un rapport d'équilibre des forces.¹⁴

Si dans son discours officiel la République populaire de Chine a choisi de se positionner aujourd'hui en tant que grande puissance acceptée et intégrée, ses analystes ont donc du mal à renoncer à un discours d'opposition sans doute plus proche de la réalité. Ainsi, si la lutte anti-terroriste des Etats-Unis est décrite comme légitime, « l'oppression économique et politique, l'injustice et la pauvreté » sont également présentées comme les raisons sous-jacentes qui « expliquent » les attentats.¹⁵ On retrouve donc sans cesse cette volonté de « jouer sur les deux tableaux » qui ne peut qu'aboutir à la schizophrénie du discours.

Cette schizophrénie du discours, particulièrement évidente lors de ce colloque, ne se résout en réalité que lorsque l'on en revient à une ligne d'analyse en apparence simpliste mais qui reflète une réalité permanente qui est celle de **la prédominance pour Pékin des rapports de puissance et de la rivalité sino-américaine**, dont le caractère systémique ne doit pas être oublié. C'est cette ligne d'analyse qui permet de comprendre en quoi **l'objectif premier de la Chine, dans le contexte d'un conflit possible avec les Etats-Unis, est bien de renforcer par tous les moyens ses avantages stratégiques.**

Ainsi apparaît très précisément **la fonction pour Pékin des organisations multilatérales au niveau global ou régional, qui doit être, non pas de résoudre les conflits infrarégionaux les plus graves que Pékin ne veut pas aborder comme la question de**

¹³ Wang Baofu, senior colonel, National Defense University.

¹⁴ Liu Xige, Senior colonel, Secrétaire général adjoint de la China Foundation for International Strategic Studies.

¹⁵ Wang Baofu.

Taiwan, mais bien d'exclure la puissance américaine sous couvert de multipolarité et de multilatéralisme.¹⁶

L'Asie, principal champ d'action de ces nouveaux concepts

C'est en fonction de cet objectif premier que Pékin peut se réjouir, comme le soulignait madame Yu Xintian « **de l'émergence en Asie d'organisations de sécurité régionale** » dont les Etats-Unis ne font pas partie telles que l'ARF, le SCO où les regroupements ASEAN + 3 et plus encore ASEAN + 1.¹⁷ Dans l'idéal pour Pékin, ces organisations devraient jouer un **rôle de contrepoids face au système d'alliances bilatérales** « **héritage de la guerre froide** » sur lequel repose l'engagement des Etats-Unis en Asie.¹⁸

Derrière le discours sur « les nouveaux concepts de sécurité » c'est donc bien le principe d'équilibre des forces qui domine dans l'analyse des stratèges chinois, particulièrement sur le théâtre asiatique. **C'est sur ce théâtre en effet que Pékin souhaite asseoir, sans contestation, son statut nouveau de puissance majeure si ce n'est première. Mais c'est également sur ce théâtre que la RPC se heurte le plus directement à une puissance américaine dont le rôle de force d'équilibre est recherché par la quasi-totalité des partenaires de Pékin dans la zone.**¹⁹

Il s'agit donc pour la RPC de souligner les points d'intérêts communs entre les pays asiatiques et leur volonté de coopérer « en dépit des différences », la négation des différences permettant de rejeter les fondements de l'engagement américain. Toutefois, le discours des analystes chinois sur le pôle asiatique contient les mêmes contradictions que le discours plus général sur les principes de sécurité.

Pour Pékin en effet, **il s'agit d'une part de soutenir et rechercher la construction d'un pôle asiatique Asie plus fort, uni et capable de s'opposer à la puissance américaine, mais d'autre part la RPC rejette tout ce qui – dans les constructions de sécurité**

¹⁶ Il faut noter que Pékin s'est toujours cantonné au cadre bilatéral pour résoudre ou aborder ses problèmes frontaliers et que par ailleurs, les « vraies » questions de sécurité ne sont abordées dans un cadre multilatéral que sous la pression extérieure, comme dans le cas de la Corée du Nord, ou pour imposer une « mise de côté » du problème comme dans le cas de la mer de Chine méridionale, ou pour rejeter totalement le projet comme dans le cas de Taiwan.

¹⁷ Après avoir beaucoup vanté l'intérêt de l'ASEAN + 3, qui regroupe les dix pays de l'ASEAN plus la RPC, le Japon et la Corée du Sud, la RPC, consciente des réticences du Japon et de la Corée du Sud à donner trop d'importance à un format qui évincerait les Etats-Unis, met aujourd'hui en avant le format plus réduit de l'ASEAN + 1, c'est-à-dire la Chine populaire, en apparence au moins plus facile à manipuler.

¹⁸ Liu Xige, Yu Xintian et Wang Xiaoshu.

¹⁹ Y compris d'ailleurs l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est qui recherchent avant tout dans la région un équilibre stratégique entre les grands, Japon, Chine et Etats-Unis.

multilatérales régionales – pourrait déboucher sur un risque d’ingérence dans les affaires intérieures. Politiquement correct et dans l’air du temps, le discours sur l’intégration régionale se heurte donc à la permanence des objectifs stratégiques de la RPC en Asie, qui sont essentiellement des objectifs d’affirmation de puissance régionale.

C’est la raison pour laquelle les intervenants ont défendu la constitution d’un pôle asiatique « informel » et non institutionnalisé, l’accent étant mis sur le « dialogue et les mesures de confiance », le niveau supérieur de la prévention des conflits – qui implique un risque d’ingérence rejeté par Pékin - étant reporté à un avenir très incertain.²⁰ Tout en déplorant les limites des capacités d’action d’organisation comme l’ARF, ces mêmes analystes soulignent par ailleurs que « le véritable rôle de sécurité dans la région est joué par les grandes puissances » au rang desquelles la RPC se positionne. Ceci d’autant plus que la RPC est consciente – même si cela est officiellement nié – de la division de l’Asie entre la Chine d’un côté, dont les ambitions suscitent de l’inquiétude, et l’ensemble des autres pays de la région de l’autre.²¹

Pour Pékin, **la mission première des organisations régionales doit donc être, comme le reconnaissait l’un des intervenants, « d’interdire toute interférence de la part des grandes puissances extérieures »,²² la mission de maintien de la stabilité en Asie étant subordonnée aux exigences de cet objectif premier.**

Cette vision utilitariste du théâtre asiatique – zone instable et en transition - et de la régionalisation explique également **la persistance de la méfiance de la Chine à l’égard du Japon perçu à la fois comme un pion des Etats-Unis dans la région, l’un des piliers de l’engagement américain dans la zone, mais également comme une puissance potentiellement concurrente dont l’émergence doit être contrôlée.** Pékin considère avec une méfiance croissante ce que les analystes chinois dénoncent comme « l’émergence du Japon en tant que véritable puissance militaire, le développement de ses capacités d’interventions extérieures et la volonté de Tokyo de devenir une puissance majeure avec le soutien des Etats-Unis ».²³ La crainte toujours d’actualité de la montée en puissance militaire d’un Japon « qui veut jouer un rôle par lui-même sans contraintes » continue toutefois de justifier – aux yeux de certains analystes et même si cela semble faire débat –

²⁰ Wang Xiaoshu.

²¹ Tao Jian, Vice-président du China Institute of Contemporary International Relations (CICIR).

²² Idem.

²³ Wu Jinan, Directeur du département d’études japonaises, SIIS, Chen Peiyao, Directeur de la Shanghai Association of International Strategic Studies.

le maintien de la présence américaine dans la région. **Ainsi, pour Liu Xige, sans alliance nippo-américaine, la Chine aurait à faire face à un Japon bien plus dangereux.**

La Chine face aux Etats-Unis

C'est donc bien la relation avec les Etats-Unis qui, pour Pékin, détermine avant tout autre facteur la politique de sécurité de la Chine et les positionnements stratégiques de Pékin dans sa zone et au-delà. Dans une volonté comparatiste entre l'Europe et l'Asie, **les analystes chinois déplorent comme nous l'avons vu la persistance d'alliances bilatérales « héritées de la guerre froide » en Asie, en revanche ils se réjouissent du fait que les Etats-Unis n'aient pas « les mains libres » en Asie dans la mesure où les « alliances militaires » mises en place par Washington peuvent être équilibrées par les structures multilatérales qui ouvrent le jeu de Pékin dans la région.** L'un des principaux sujets d'inquiétude pour Pékin étant par ailleurs la constitution d'une « OTAN asiatique », sous la pression, pour un large part fantasmée, du Japon ou de l'Australie.²⁴

En revanche, d'une manière très réaliste, Pékin réalise qu'une stratégie qui irait dans le sens d'une exclusion ouverte des Etats-Unis de la zone n'aurait aucune chance d'aboutir et entraînerait sans doute au contraire une méfiance accrue de la part des partenaires de Pékin. **Il s'agit donc plus – dans un contexte qui demeure de rivalité et même de conflit possible - d'enserrer toute capacité d'intervention américaine dans un réseau de contraintes régionales fondé sur la manipulation du multilatéralisme.**

Pour les analystes chinois en effet, il est clair que **les intérêts de la Chine et ceux des Etats-Unis en Asie** demeurent profondément divergents, même si, pour une Chine consciente de ses faiblesses, la priorité demeure celle de la stabilité. Selon Pékin en effet, les intérêts des Etats-Unis en Asie sont ceux du maintien d'une domination militaire absolue, au moyen notamment d'une définition extensive et mouvante des « menaces ».

Ainsi, si, comme nous l'avons évoqué, la RPC a semblé entériner le discours américain sur la menace terroriste – seul moyen pour la Chine de ne pas se retrouver dans le camp du mal, **les analystes chinois rejettent la brutalité d'un choix qui leur impose de prendre clairement position.** Ils déplorent également que la définition des menaces à Washington puisse également inclure des notions rejetées par Pékin comme celle d'atteinte à la démocratie ou aux droits de l'homme. **Ce qui inquiète profondément les analystes**

²⁴ Liu Xige.

chinois, c'est le lien établi entre le principe de la guerre préventive et celui de changement de régime qui, potentiellement au moins, les vise directement.

Par ailleurs, en termes militaires, les analystes chinois s'inquiètent de la capacité démontrée par Washington lors de la guerre en Irak, d'utiliser la force sans tenir compte des pressions internationales. Cette capacité remet en effet en cause la stratégie de contournement de la puissance américaine mise en place par Pékin et reposant sur le recours, au niveau régional comme au niveau global, au multilatéralisme.²⁵

Alors que, à la suite des attentats du 11 septembre, Pékin avait pu espérer engranger les bénéfices d'un soutien aux thèses américaines dans la guerre contre le terrorisme, certains analystes chinois s'inquiètent de voir que cette adhésion chinoise n'a pas permis de définitivement et totalement fait disparaître à Washington les thèses de la menace chinoise. Au contraire, **les intervenants chinois déplorent que, en dépit du « bon choix » effectué par Pékin, les suites des attentats du 11 septembre aient essentiellement abouti en Asie à un renforcement des alliances traditionnelles de Washington dans la région, notamment avec le Japon et l'Australie, et à un renforcement de la présence américaine dans la zone, notamment en Asie du Sud-Est, sous couvert de lutte antiterroriste.** Certains expriment aujourd'hui des doutes sur la réalité des gains stratégiques apportés par l'adhésion de la RPC aux thèses américaines de la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre.²⁶ Derrière le discours mettant en avant les intérêts communs, destiné à apaiser Washington et à gagner du temps alors que la Chine n'est pas prête à prendre le risque d'une confrontation directe avec les Etats-Unis de Georges Bush, c'est bien **la conscience d'une irréductible opposition de systèmes et donc d'intérêts fondamentaux qui transparaît.**²⁷

Mais au niveau régional, deux crises majeures concentrent – à des titres divers - les contradictions qui opposent la République populaire de Chine aux Etats-Unis. Pour les analystes chinois qui citent ces deux crises en effet, « toute action des Etats-Unis, dans la péninsule coréenne, à Taiwan, où dans leurs relations avec les autres puissances asiatiques, ne peut qu'avoir un impact sévère sur l'environnement périphérique de la Chine où la stabilité est aujourd'hui essentielle ».²⁸

²⁵ Les jeux du multilatéralisme s'effectuant dans l'idéal au niveau régional grâce à des regroupements du type ASEAN + 1, et au niveau global au travers de l'ONU et de son Conseil de sécurité.

²⁶ Ren Xiao, Directeur du département d'études américaines, SIIS.

²⁷ Idem.

²⁸ Zhao Gangche, Directeur du Département d'études sud-asiatiques, SIIS.

La question taiwanaise

La question taiwanaise continue de cristalliser et de concentrer l'essence de ce qui oppose le régime chinois aux autorités américaines. Comme le soulignait les intervenants chinois au colloque, l'unification de la patrie n'est pas négociable. Si Pékin ne souhaite pas un usage de la force qui ne pourrait qu'être très coûteux et potentiellement destructeur pour le régime chinois lui-même, l'abandon d'une menace d'usage perçue à Pékin comme seule dissuasive contre une déclaration unilatérale d'indépendance de Taiwan est également totalement rejetée. Toute action militaire de la Chine contre Taiwan est donc définie comme légitime et pour Liu Xige « une guerre avec les Etats-Unis sur la question taiwanaise ne pourrait être provoquée que par une déclaration d'indépendance de Taiwan ou par la fausse perception que les Etats-Unis auraient d'une « soi-disant » invasion de Taiwan ». ²⁹ Il s'agit donc bien a contrario de **manier, dans une volonté dissuasive, le risque de guerre au cas où Washington se porterait au secours de la République de Chine dans un conflit caractérisé par avance comme défensif.** ³⁰ Le soutien militaire des Etats-Unis à Taiwan, soit directement en cas de conflit, soit au travers des ventes d'armes étant clairement – et quelque peu naïvement – identifié par Pékin comme l'obstacle majeur à la réunification et à l'usage sans entrave de la force par la République populaire de Chine. Pour Zhao Gangchen, **l'implication des Etats-Unis dans cette « affaire intérieure » interdit en effet à la Chine tout optimisme quant à la résolution rapide et sans conflit coûteux de la question taiwanaise.** L'objectif est donc de « développer le dialogue avec Washington » pour tenter de persuader les Etats-Unis que la question taiwanaise ne vaut pas une crise majeure où même une guerre entre Pékin et Washington. ³¹ La politique américaine de Pékin a donc pour ambition **d'aboutir à un rapprochement sino-américain, sans que ce rapprochement n'entraîne une évolution sur le fond des positions du régime chinois sur la question de Taiwan.** Comme le soulignait en effet Zhang Zuqian, « le soutien des Etats-Unis à la politique d'une seule

²⁹ Liu Xige.

³⁰ Tous les conflits dans lesquels la RPC s'est trouvée engagée depuis sa création en 1949 sont définis dans les textes stratégiques chinois comme strictement « défensifs », le concept de « défense active » permettant de justifier les interventions à l'extérieur du territoire chinois.

³¹ On retrouve ici un argument de type münichoïse qui consiste à manier les risques de guerre en apparence disproportionnés et les promesses d'apaisement et de stabilité en échange du non engagement de puissances extérieures. Mais, comme dans le cas de la Tchécoslovaquie avant la seconde guerre mondiale, la question taiwanaise va très au-delà du simple conflit bilatéral et touche à la capacité ultérieure de la Chine à imposer sans limites ses positions à l'ensemble des pays de la région. La résolution en sa faveur – ou non – du conflit sino-taiwanais constitue donc pour Pékin un marqueur de puissance et cette dimension doit être prise en compte dans toute analyse de la question taiwanaise.

Chine vaut bien plus en termes de dissuasion que cent missiles chinois braqués contre Taiwan », c'est donc en terme d'efficacité stratégique que ce rapprochement est recherché. Il faut, comme l'expliquait Sun Zi, briser les alliances ennemies.³²

La question nord-coréenne

La gestion de la question nord-coréenne par les autorités chinoises est présentée par Pékin comme la mise en œuvre exemplaire des nouveaux principes de sécurité fondés sur la confiance mutuelle, les avantages mutuels et l'égalité mis en avant par la RPC. Mais, derrière l'adhésion apparente au multilatéralisme – en grande partie imposée, dans le cas de la Corée du Nord, par les Etats-Unis – on retrouve la même volonté d'opposer les positions chinoises à une stratégie américaine agressive.³³ Pour Pékin, il s'agit d'opposer une « voie asiatique » censée accorder une priorité plus grande à la volonté de stabilité, à une voie occidentale potentiellement déstabilisatrice et la priorité demeure là encore de **gagner du temps et de préserver un statu quo qui sert au mieux les intérêts de la Chine en rendant sa médiation incontournable.**³⁴

Si la Chine soutient les initiatives multilatérales sur la Corée du Nord et s'est prononcée pour la dénucléarisation de l'ensemble de la péninsule, **Pékin continue toutefois de privilégier les thèses du partage des responsabilités entre Pyongyang et Washington, insistant sur le fait que « le problème nucléaire en Corée du Nord est de la responsabilité des deux parties »** et que les discussions à six ne suffiront pas à résoudre la question nord-coréenne qui doit être gérée par Pyong Yang et Washington.³⁵

Selon les termes des intervenants au colloque, ce sont donc les deux parties qui doivent faire preuve « de sincérité et de patience », les Etats-Unis étant appelés à tenir compte des « préoccupations de sécurité » de la Corée du Nord.³⁶ Pour Pékin, le processus est clairement plus important que le résultat, d'autant plus que ce résultat pourrait ne pas être favorable aux intérêts stratégiques fondamentaux de la Chine. Plus précisément, les analystes chinois rejettent tout changement de régime en Corée du Nord et condamnent les exercices militaires « des deux côtés ». La RPC n'a ainsi pas renoncé à la thèse de la

³² Zhang Zuqian.

³³ Wang Baofu.

³⁴ Wang Xiaoshu.

³⁵ L'Ambassadeur Deming, seul Américain présent et proche de l'ancienne administration Clinton s'est vivement opposé à cette volonté de replacer la question nord-coréenne dans le seul cadre bilatéral, la stratégie des Etats-Unis étant au contraire d'engager Pékin de force dans le processus et de pousser la RPC à prendre position.

³⁶ Wang Baofu.

menace américaine pesant sur la Corée du Nord **et l'option nucléaire est présentée comme le seul choix laissé à une Corée du Nord « encerclée et trop pauvre pour se défendre face à la superpuissance des Etats-Unis ».**³⁷ Sous les arguments utilisés par Pékin à propos de la crise nord-coréenne, on retrouve également la volonté d'aboutir à un retrait ou à une réduction de l'engagement militaire américain dans la périphérie de la RPC, là où, selon les termes d'un intervenant, « la République populaire de Chine possède d'importants intérêts stratégiques qui ne sont pas ceux des autres puissances ». ³⁸ **C'est ainsi une sorte de pré-carré ou de sanctuaire que la Chine tente progressivement de définir au fur et à mesure du développement de sa puissance, sans toutefois avoir aujourd'hui les moyens de l'imposer.**

La Chine et l'OTAN

C'est évidemment dans ce cadre que doit être analysé l'intérêt de la Chine pour l'OTAN et plus encore la volonté d'engager un dialogue avec ce qui demeure, aux yeux de Pékin, un instrument de la puissance américaine. Nous verrons également que les motivations de cet intérêt apparaissent aujourd'hui comme beaucoup plus complexes que lors de la guerre du Kosovo.

Pékin suit en effet avec vigilance, en particulier depuis la conférence de Washington de mars 1999, le processus d'adaptation des missions de l'OTAN dans le contexte de l'après-guerre froide, et s'inquiète tout particulièrement du processus d'élargissement de ces missions tant en ce qui concerne leur contenu qu'en ce qui concerne leur portée géographique. L'un des objectifs essentiels du SCO, avant les attentats du 11 septembre, était de limiter la « marche vers l'est » de l'OTAN, jusqu'aux portes de la Chine, par l'intermédiaire de l'intégration du Kazakhstan au Partenariat pour la Paix de l'OTAN.

Les attentats du 11 septembre et l'implantation militaire des Etats-Unis en Asie centrale ont imposé aux stratèges chinois un pragmatisme réaliste et leur a fait prendre conscience de la fragilité des constructions mises en place, face à la volonté de Washington de lutter contre le terrorisme en constituant une zone de présence ou au moins d'influence renforcée.

³⁷ Ren Xiao, Chen Peiyao.

³⁸ Wang Baofu.

La crainte qui motivait l'intérêt de la Chine pour l'OTAN est donc toujours présente, mais s'y ajoute aujourd'hui la volonté de ne pas être ostracisé par une organisation décrite par Pékin comme « la plus puissante organisation militaire du monde », dont il est préférable d'être plutôt l'ami que l'ennemi.³⁹ Cette attitude nouvelle correspond à la phase d'apaisement que la RPC recherche dans ses relations avec une puissance américaine aujourd'hui considérée comme trop forte et trop rigide pour faire l'objet d'une opposition frontale potentiellement dangereuse ou contre-productive pour le développement de la puissance chinoise.⁴⁰

Il s'agit donc pour Pékin, comme dans le cadre bilatérale des relations avec les Etats-Unis, de **mettre en avant les « intérêts communs » - limités au souci évidemment universel de préserver la paix et la stabilité - entre la Chine et l'OTAN.** Par ailleurs, en indiquant que la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, « reconnaît » le rôle de complémentarité des forces de l'OTAN avec celles de l'ONU, les analystes chinois veulent également souligner le rôle déterminant que la Chine pourrait jouer - ou non – dans le blocage de la mise en œuvre éventuelle de ces forces.⁴¹ **En dépit de ses faiblesses, la Chine doit en effet, si elle ne peut s'opposer directement, demeurer, au moins en apparence, incontournable.**

La crainte de l'isolement ressentie par Pékin s'est par ailleurs trouvée renforcée par le rapprochement entre la Russie et l'OTAN après les attentats du 11 septembre. C'est en effet la stratégie « d'alliances multipolaires » face à la puissance américaine, mise en place notamment avec la Russie et les Républiques d'Asie centrale au cours des années 1990, qui s'est trouvée remise en cause et a démontré sa très grande fragilité après les attentats du 11 septembre.

Plusieurs éléments expliquent donc l'intérêt de la RPC pour l'OTAN. Il s'agit tout d'abord de **suivre au plus près les évolutions de la stratégie de l'OTAN,** notamment en terme d'élargissement, puis **d'évaluer les capacités réelles d'action de l'organisation notamment dans les zones qui touchent directement aux intérêts de la RPC.** Il s'agit également, en développant les contacts, de **ne pas se laisser « dépasser » par la Russie et de reconstruire des liens de confiance – indispensables à un climat d'apaisement dont la Chine a aujourd'hui besoin – avec les Etats-Unis.**

³⁹ Zhang Zuqian.

⁴⁰ Comme l'ont écrit Sun Zi puis Mao : « Lorsque l'ennemi est trop puissant il faut refuser le combat ».

⁴¹ Zhang Zuqian.

Alors que la Russie, pour de multiples raisons, apparaît de plus en plus à la Chine comme un allié peu fiable, qui joue essentiellement son propre jeu, Pékin s'est en effet inquiété, après le 11 septembre de voir Moscou se rapprocher de l'OTAN. Les représentants de l'OTAN présents au colloque ont par ailleurs longuement vanté le fonctionnement du Conseil Russie-OTAN – il s'agissait là de toute évidence d'un message en direction de la Chine – et cette complicité de grande puissance inquiète Pékin qui n'apprécie que très modérément ce qui est perçu comme un retour des ambitions russes. Par ailleurs, **en Asie centrale, Pékin semble également craindre un rapprochement entre un SCO, où l'influence de la Russie serait plus importante, et l'OTAN.** ⁴²

La Chine souffre en effet d'un complexe d'encerclement auquel les stratèges chinois même les plus ouverts semblent adhérer. Sentiment qui s'explique par le fait que, l'ensemble des objectifs stratégiques de la RPC ne peut être perçu que comme offensifs par les voisins de Pékin, et donc susciter une volonté de protection qui repose essentiellement sur l'engagement militaire des Etats-Unis dans la zone. Pour les analystes chinois, l'OTAN, en dépit de ses évolutions récentes et des interrogations qui se sont multipliées quant à son rôle, est toujours perçue comme le bras armé de la puissance américaine.

Cette crainte de l'encerclement, et ce sentiment d'isolement stratégique se sont également exprimés au travers d'interrogations sur la volonté du Japon ou de l'Australie et même de l'Inde selon l'un des intervenants présents, de construire une « OTAN asiatique » dirigée contre la montée en puissance de la RPC. ⁴³

Par ailleurs, **une réflexion est en cours d'élaboration en Chine concernant l'élargissement des frontières stratégiques de la Chine.** Notion qui va bien au-delà de ses frontières terrestres, et recouvre tout ce qui revêt pour Pékin un intérêt stratégique vital. **Cette réflexion se nourrit de deux éléments. Le premier est la volonté de se positionner au rang de grande puissance et donc – comme les autres grandes puissances – de globaliser ses intérêts.** Le deuxième élément est une **prise de conscience du fait que, en raison de son développement économique, la Chine se trouve de plus en plus dépendante du monde extérieur, notamment en ce qui concerne ses approvisionnements pétroliers.** Ce second élément se trouve aggravé par le fait que –

⁴² La Russie de Vladimir Poutine, moins maniable que la Russie très affaiblie de Boris Eltsine suscite de nombreux agacements en Chine, notamment en ce qui concerne le rôle croissant que la Russie semble vouloir jouer en Asie centrale au sein du SCO et la définition de la politique énergétique russe entre la Chine et le Japon, discussion privée avec Madame Yu Xintian, Xia Liping, Directeur du Center of International Strategic Studies, SIIS.

⁴³ Tao Jian.

puissance encore faible – la Chine, peu sûre de son avenir et isolée des autres grandes puissances en raison de la spécificité de son système politique, ne perçoit réellement sa sécurité qu’au travers d’une capacité de contrôle.

Or, l’extension des frontières stratégiques de la RPC, qui englobent non seulement la périphérie asiatique de la Chine, mais s’étendent vers l’Asie centrale, l’Océan Indien et les pays du Golfe, première source d’approvisionnement pétrolier pour Pékin, ne peut que se heurter directement – dans l’esprit des stratèges chinois - à l’espace d’action élargi de l’OTAN vers l’Eurasie, provoquant ainsi un *overlapping* inquiétant.⁴⁴ Selon ces analystes chinois, c’est donc le brouillage des théâtres d’opération européen et asiatique dans le mouvement de globalisation des risques qui a accompagné la fin de la guerre froide qui suscite le plus d’inquiétudes. Mouvement renforcé depuis les attentats du 11 septembre par l’intervention en Afghanistan qui, selon les termes d’un intervenant « a considérablement réduit la distance physique entre la Chine et l’OTAN ».⁴⁵

Avec la progression vers l’est – en partie fantasmée - de l’OTAN, c’est donc sa liberté de manœuvre et de contrôle sur son propre territoire que la Chine craint de voir remis en cause.⁴⁶

Conclusion

Dans sa relation stratégique au monde et la perception de son environnement de sécurité, la direction chinoise se sent donc menacée. Ce sentiment de menace résulte du croisement de deux données qui sont **la nécessité systémique, pour le régime chinois, d’affirmer des ambitions de puissance qui inquiètent ses voisins et la persistance d’une inégalité de puissance majeure entre la Chine et les Etats-Unis.** A ceci s’ajoute de plus en plus pour la RPC une prise de conscience du très grand isolement idéologique du système.

Ce sentiment de fragilité et d’insécurité se traduit par une crainte de l’encerclement et de l’ingérence dans les affaires intérieures de la Chine. Crainte constante et ancienne, qui se nourrit également de la longue période historique au cours de laquelle l’Empire chinois affaibli a été incapable de s’opposer aux entreprises des puissances extérieures.

⁴⁴ Zhao Gangchen.

⁴⁵ Xia Liping.

⁴⁶ Zhao Gangchen.

Idéologiquement, le système chinois réuni donc trois référents qui se juxtaposent sans s'éliminer et qui sont la lutte anti-impérialiste à forte composante nationaliste, le système socialiste qui se résume aujourd'hui à la dictature du parti et la volonté d'affirmation de la puissance chinoise qui se nourrit du premier élément et sert le deuxième. L'ensemble fonde le cadre essentiellement conflictuel d'analyse dans lequel la Chine continue de se positionner dans le système mondial.

Ainsi, l'intérêt manifesté pour la puissance européenne, s'inscrit avant tout dans ce cadre étroit. **Il s'agit pour Pékin de savoir si une Europe militaire puissante sera capable de s'opposer à la puissance américaine ou si une Europe plus puissante politiquement ne risquerait pas d'intervenir – comme l'OTAN – dans des zones touchant de trop près aux intérêts stratégiques de la Chine.**⁴⁷

Le discours chinois sur les nouveaux concepts stratégiques, l'apaisement et la recherche d'intérêts communs doit donc à nos yeux être considéré essentiellement comme un outil tactique destiné à permettre à la RPC de gagner du temps et d'obtenir un certain nombre d'avantages, dans un contexte qui lui apparaît aujourd'hui comme peu favorable. Dans ces conditions, alors que la priorité de la Chine est à l'apaisement avec les Etats-Unis et l'OTAN, il serait illusoire de la part de puissances extérieures comme la France ou la Russie d'espérer compter « en principe » sur le soutien du pôle chinois face à la superpuissance américaine. Ce soutien ne peut en effet résulter, de la part de la RPC, que du calcul minutieux des rapports de forces entre les Etats-Unis, les capacités d'action de l'Europe et de la Russie, et l'intérêt que la Chine espère en retirer. C'est là sans doute l'une des leçons majeures des manœuvres diplomatiques qui ont précédé la guerre en Irak.

⁴⁷ Zhang Zuqian.